

COOPERATIVE U

Société Anonyme Coopérative à capital variable
Siège social : 20 rue d'Arcueil
Parc Tertiaire ICADE - Bâtiment Montréal
94150 RUNGIS
304 602 956 RCS CRETEIL

**EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE MIXTE DU 24 JUIN 2025**

*Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024
soumise et adoptée par l'assemblée générale mixte du 24 juin 2025*

(...)

TROISIEME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'élevant à 487 577,55 euros en totalité au compte "Report à Nouveau".

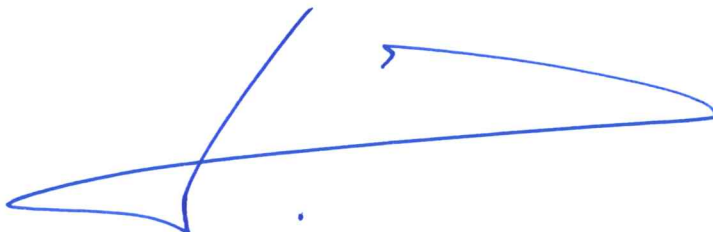
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

*Monsieur Dominique SCHELCHER
Président Directeur Général*



Annexe aux comptes consolidés

Faits caractéristiques de l'exercice

Changement de nom : U Enseigne devient « Coopérative U »

En mai 2024, à l'occasion de son 130^e anniversaire, U Enseigne a officiellement changé de nom pour devenir « Coopérative U ». Ce changement vise à réaffirmer son modèle coopératif, mettant en avant des valeurs d'agilité, de solidarité et de durabilité. Les enseignes Hyper U, Super U, U Express et Utile conservent leur nom.

Fin du partenariat avec les centrales européennes Epic et Everest

En septembre 2024, Coopérative U a décidé de quitter les centrales d'achat européennes Everest et Epic, qu'elle avait rejointes en octobre 2022. Cette décision a entraîné un renforcement de l'organisation en interne, en prévision de la campagne de négociations 2025.

Performances économiques solides

Malgré un contexte économique où les Français restent particulièrement attentifs à leur pouvoir d'achat, Coopérative U, quatrième distributeur alimentaire en France, a enregistré une hausse de 4,81 % de ses ventes de marchandises atteignant 14,1 milliards d'euros. Le réseau s'est agrandi de plus de 100 000 mètres carrés commerciaux, franchissant le cap des 1 800 magasins. Le groupe a également investi 1 milliard d'euros en 2024 : 550 millions pour la rénovation des magasins et 450 millions pour les outils collectifs, la logistique et les systèmes d'information.

Ralliement du groupe Schiever

En mars 2024, le groupe familial Schiever, auparavant partenaire d'Auchan, a signé un accord pour rejoindre Coopérative U à compter de 2025. Schiever apporte avec lui 13 hypermarchés, 115 supermarchés et plus de 200 magasins de proximité en France, ainsi qu'une présence à l'international. Cette adhésion renforce la présence de Coopérative U, notamment dans le quart nord-est de la France.

Objectif CAP 15

Coopérative U se donne pour objectif d'atteindre les 15% de part de marché d'ici à 2030. L'enseigne a ainsi présenté devant les Associés réunis en Congrès le projet stratégique et les nombreux chantiers internes collectifs et multidimensionnels pour le mener à bien. Ils visent à accroître la performance des magasins, et agir sur de nombreux leviers, comme le prix, l'offre, l'expérience client, le maillage territorial de la Coopérative, sa logistique, son informatique ou ses ressources humaines notamment.

Annexe aux comptes consolidés

Base de préparation des comptes

Les comptes du Groupe au 31 décembre 2024 sont consolidés dans le respect des principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC N°2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés du Groupe dans lesquelles la Société mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

En particulier, les sociétés coopératives EXPAN U OUEST, EXPAN U NORD-OUEST, EXPAN U EST et EXPAN U SUD détenues majoritairement par les exploitants de magasins à l'Enseigne U sont des entités intégrées globalement car la Coopérative U exerce un contrôle de fait.

Il en est de même pour la Coopérative EXPAN U nationale détenue par les EXPAN U régionales.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les comptes des entreprises contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires ou associés sont consolidés par intégration proportionnelle.

Les opérations et les soldes intragroupe significatifs sont éliminés. Le périmètre de consolidation est présenté dans la note 11.

Exclusions

Sont exclues du périmètre de consolidation les filiales, même détenues majoritairement, dont les titres sont détenus par le Groupe en vue de leur cession ultérieure. Les titres correspondants sont classés en autres titres immobilisés.

Évolution du périmètre de consolidation pour 2024

Néant

Date de clôture

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme

un ensemble de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe.

Au 31 décembre 2024, le Groupement U est principalement structuré autour d'un seul secteur d'activité, la fourniture de biens et de services au bénéfice des magasins associés et dans un seul secteur géographique, la France.

Écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée

à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué,
- dont la durée d'utilisation est non limitée est non amortie ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation : lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive ; elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Au 31 décembre 2024, le poste «écarts d'acquisition» est décomposé comme suit (en K€) :

	Valeur brute	Durée d'amortissement	Dotation 2024	Valeur nette au 31/12/2024
U Export	97 123			97 123
U LOG	26 816			26 816
INFO.U	144	4		0
TOTAL	124 083			123 939

Sont considérés comme ayant une durée de vie non limitée et ne sont donc pas amortis :

- l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société U CENTRALE EXPORT.
- l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société U LOG.

En effet, ils sont représentatifs du fonds commercial du Groupe Coopérative U.

Cet écart d'acquisition a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2024 ; leur valeur actuelle étant supérieure à la valeur comptable, aucune dépréciation n'a été constatée.

L'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de INFO.U a en revanche une durée limitée de 4 ans correspondant à la durée résiduelle des engagements de location portés par la Société. Il est totalement amorti depuis le 31 décembre 2020.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de la valorisation des marques et savoir-faire des Centrales régionales lors de l'apport de leur branche commerciale à la Coopérative U.

La juste valeur des marques et savoir-faire des Centrales régionales a été déterminée par l'application d'une méthode relevant de l'approche intrinsèque et à titre secondaire une méthode relevant de l'approche analogique :

Méthode des superprofits (méthode intrinsèque privilégiée) : la valeur de la marque correspond à une fraction de la valeur actuelle des superprofits générés

par les actifs incorporels ne figurant pas au bilan agrégé du groupement U. La valeur des superprofits annuels est déterminée par différence entre le résultat effectivement attendu de l'activité et le résultat théorique qui serait obtenu en considérant une rentabilité des capitaux propres égale au coût du capital.

Méthode des redevances de marché (méthode analogique, à titre de test de cohérence) : comparaison entre le taux de redevance implicite induit par la valeur estimée par la méthode des superprofits et des taux de redevance de marché observés pour des activités comparables.

Ces actifs ne sont pas amortis ; ils feront l'objet de tests de dépréciation sur les prochains exercices.

Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions comprennent pour l'essentiel des entrepôts et des bureaux. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et, le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est située l'immobilisation.

En application de l'approche par composants, le Groupe utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilité différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions et aménagements	20 à 40 ans
Aménagements court terme	15 ans
Aménagements	15 ans
Équipements entrepôts long terme	20 ans
Équipements entrepôts court terme	10 ans
Matériel de manutention	9 ans
Matériel et outillage	5 à 20 ans
Matériel de transport	5 à 6 ans
Matériel de bureau	4 à 15 ans
Matériel informatique	30 mois à 10 ans
Mobilier de bureau	7 à 10 ans
Emballages récupérables	2 à 5 ans

Ces amortissements ainsi calculés représentent les amortissements économiques.

Conformément à la méthode prévue par le règlement ANC n° 2020-01, les immobilisations financées par un contrat de crédit-bail ou de location longue durée sont comptabilisées à l'actif pour leur prix de revient au moment de l'acquisition et amorties selon des durées ci-dessus. La dette résultant de l'acquisition est inscrite au passif.

En compte de résultat, les loyers sont remplacés par les intérêts d'emprunts et l'amortissement du bien.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée, qui correspond à la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'usage, appréciée en fonction de l'évaluation du patrimoine de la Société et de sa rentabilité estimée, est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Cette dépréciation est ajustée à la fin de chaque exercice en prenant en compte les nouvelles données.

Cette valeur est déterminée à l'issue du processus suivant :

- Recherche d'indicateurs de perte de valeur par comparaison de la valeur nette comptable des titres avec la quote-part de situation nette revenant à l'Associé,
- En cas d'indicateur de perte de valeur, mise en œuvre d'un test de dépréciation fondée sur une approche mixte combinant :
 - une évaluation des actifs immobiliers des participations en fonction de leur valeur locative tenant compte notamment du niveau d'activité du point de vente, capitalisée au taux de 8%, déduction faite des droits de mutation et frais d'actes estimés à 7%,
 - une évaluation des autres actifs économiques des participations et notamment du fond commercial selon l'approche par les flux de trésorerie actualisés (DCF).

Les titres de sociétés ayant pour objet direct ou indirect l'exploitation d'un supermarché associé de la Coopérative sont comptabilisés en «Autres titres immobilisés».

Les avances financières effectuées à ces mêmes sociétés sont comptabilisées en « Autres immobilisations financières ».

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix moyen d'achat pondéré net de ristournes inconditionnelles et après déduction de l'escompte de règlement éventuel.

Les stocks de marchandises acquis en monnaies étrangères (principalement USD) sont valorisés au cours de conversion. L'acquisition de ces stocks est systématiquement couverte.

Une dépréciation est éventuellement constituée en considération de la valeur vénale à la clôture, lorsque cette dernière est inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances sont inscrites au bilan à la valeur nominale. Ce poste comprend notamment le montant des ristournes à recevoir des fournisseurs.

Les créances sont dépréciées dès qu'apparaît une perte probable et après étude, cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement des créances contentieuses.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont valorisées au taux de la devise à la clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change latents sont inscrits dans le résultat consolidé (méthode préférentielle selon le règlement ANC n° 2020-01). Afin de respecter le principe de symétrie qu'impose la comptabilité de couverture, le résultat latent sur les instruments financiers dérivés de couverture est également inscrit dans le résultat consolidé, en contrepartie d'un compte de bilan.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Elles font, si nécessaire l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque titre de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à la valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Disponibilités

La rubrique «Disponibilités» comprend les liquidités et les dépôts bancaires.

Les disponibilités libellées en devises étrangères sont valorisées au cours de la devise à la clôture de l'exercice et l'écart de change est inscrit dans le résultat consolidé.

Les découverts bancaires figurant au bilan dans les «Emprunts et dettes financières» sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe gère les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change (principalement USD), en utilisant des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de taux d'intérêt, des contrats d'achats à terme de devises et des achats de call européens (options).

Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

Le risque de change de Coopérative U porte sur les importations en devises étrangères (principalement en USD), de marchandises pour les activités Textile, Bazar, Achats non marchands et Alimentaires.

La stratégie de couverture de change suit un double principe :

- Garantir un taux de change au service Import sur la base des projections d'achats de marchandises en devises,
- Ne pas être en position spéculative.

Les achats de marchandises en devises sont couverts à 90% sur la base de l'estimation des besoins prévisionnels établis semestriellement par le service Import et communiquée à la Trésorerie.

Un tableau de suivi mensuel des écarts entre les prévisions et les réalisations des achats en devises permet de s'assurer que les besoins sont couverts. Ce suivi fait l'objet d'une analyse entre le service Import et la Trésorerie.

Ces opérations de couverture sont comptabilisées à échéance pour leur montant négocié.

Les effets des instruments financiers utilisés par le Groupe pour couvrir et gérer ses risques de change et de taux sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé en résultat financier (en «Charges d'intérêts»),
- le résultat des contrats d'achats à terme de devises est reconnu dans le même compte que les achats de marchandises qu'ils permettent de couvrir.

Le report/déport sur les dérivés de change est comptabilisé en résultat lorsque les achats couverts correspondants sont comptabilisés.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan (sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat).

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés, ainsi que pour les reports déficitaires. Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé au titre des reports déficitaires, en l'absence de bénéfice imposable suffisant au cours des cinq prochains exercices, la société Coopérative U n'ayant en effet pas vocation à dégager de résultat.

Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été votés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

L'effet des variations de taux liés aux changements de taux d'impôt ou de législation fiscale est comptabilisé en résultat.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques ou charges dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation et dont le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable ni certaine à la date d'arrêté des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Le Groupe comptabilise notamment :

- les engagements de retraite,
- les engagements de médailles du travail.

Indemnités de départ à la retraite

Le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Age de départ en retraite	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans
Taux d'actualisation	3,17%	3,75%
Taux de revalorisation des salaires (dont inflation)	3,5% y compris inflation	3% y compris inflation
Inflation	Inclus dans le taux de revalorisation des salaires	Inclus dans le taux de revalorisation des salaires
Turnover (démissions)	Selon statistiques adaptées à l'environnement des sociétés consolidées	Selon statistiques adaptées à l'environnement des sociétés consolidées
Table de mortalité	TVTD 2017-2019	TVTD 2016-2018
Taux de charges sociales	Taux réel par collège	Taux réel par collège
Périmètre	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques
Modalités	Départs volontaires pour tous les collèges	Départs volontaires pour tous les collèges

Méthode du Corridor

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi constituent des actifs ou des passifs à amortir. Ils sont générés par les changements d'hypothèse ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements du régime. L'importante volatilité des taux d'intérêts a pour conséquence de faire varier de manière importante ces écarts actuariels.

Ces écarts sont comptabilisés en appliquant la méthode du corridor : les écarts actuariels (gains ou pertes) sont comptabilisés en produits ou en charges lorsque

les gains et pertes actuariels cumulés non reconnus excèdent 10% de la valeur la plus élevée de l'obligation et de la juste valeur des actifs du régime. Cet excédent est amorti sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime.

Cet excédent est amorti sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime. Avec la méthode du corridor, les éléments ainsi comptabilisés ont été les suivants :

En K€	2024	2023
Montant de l'engagement brut à la clôture	66 436	62 195
(dont placement sur des fonds externes)	(6 417)	(6 226)
Charge comptabilisée dans le compte de résultat	(435)	3 247
Ecart actuariel non comptabilisé	(13 243)	(10 898)

Médailles du travail

Une provision pour médailles du travail est comptabilisée. Son évaluation est effectuée avec les mêmes paramètres que les engagements de retraites à l'exception du taux d'actualisation pour lequel un taux de 3,08 % a été retenu.

Chiffre d'affaires

Ventes de marchandises

Les ventes de marchandises sont déterminées après exclusion des droits de circulation et de consommation sur les alcools.

Elles sont comptabilisées lorsque les produits ont été expédiés aux magasins associés.

Production vendue de services

La production vendue de services comprend :

- les cotisations et prestations facturées aux Associés ; les cotisations sont facturées et comptabilisées périodiquement, les prestations sont comptabilisées lorsqu'elles sont réalisées,
- ainsi que les prestations de transport réalisées par U Logistique à des tiers, qui sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsqu'elles sont achevées.

Ristournes

La Société comptabilise le montant des ristournes obtenues des fournisseurs en diminution des achats de marchandises.

Impôts et taxes

En ce qui concerne la CET (Contribution Économique Territoriale), le Groupe a opté pour la comptabilisation de cet impôt sur la ligne « Impôts et taxes » du résultat d'exploitation.

Informations complémentaires relatives aux comptes consolidés

Les états financiers du groupe ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2024 du groupe, la Direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

ACTIF (en k€)	BRUT au 31/12/24	Amortissements, Provisions	NET au 31/12/24	NET au 31/12/23
Capital souscrit non appelé	0		0	8
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	36 166	10 176	25 990	9 482
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	230 437		230 437	230 437
Ecart d'acquisition	124 083	144	123 939	123 939
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles	13 644		13 644	10 558
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	83 837	10 090	73 747	75 015
Constructions	552 891	168 658	384 233	363 799
Installations techniques, matériel, outillage	234 268	94 966	139 302	154 419
Autres immobilisations corporelles	166 099	61 174	104 924	80 168
Immobilisations en cours	46 446	21	46 425	36 331
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	367		367	408
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations par mise en équivalence	1 813		1 813	1 709
Autres participations	1 162	0	1 162	3 052
Créances rattachées à des participations	55		55	10 050
Autres titres immobilisés	122 613	27 898	94 715	71 530
Prêts	3 166		3 166	60 480
Autres immobilisations financières	80 584	3 971	76 613	73 966
ACTIF IMMOBILISÉ	1 697 629	377 097	1 320 532	1 305 345
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	26 497		26 497	25 706
Marchandises	618 187	11 963	606 224	569 381
Avances et acomptes versés sur commandes	23 547		23 547	7 966
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 751 955	11 118	1 740 837	1 675 009
Autres créances et comptes de régularisation	730 082	32 761	697 321	525 175
Capital souscrit et appelé, non versé	54		54	7
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	254 578		254 578	212 613
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	13 813		13 813	13 605
ACTIF CIRCULANT	3 418 712	55 842	3 362 871	3 029 462
Frais d'émission d'emprunts	241		241	273
TOTAL GÉNÉRAL	5 116 582	432 938	4 683 644	4 335 088

PASSIF (en k€)	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Capital social ou individuel	712 020	113
Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	768 636
Ecart de réévaluation	0	0
Réserve légale	11	11
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	4 844	4 844
Réserves Groupe	79 312	71 509
Ecart de conversion Groupe		
Report à nouveau	956	433
Résultat Groupe	3 990	10 352
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	0	0
Titres en autocontrôle		
CAPITAUX PROPRES	801 132	855 897
Intérêts hors Groupe	103 050	92 771
Résultat hors Groupe	3 263	928
INTERÊTS MINORITAIRES	106 313	93 699
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions acquisition titres (écart négatif)		
Provisions pour risques	101 590	100 152
Provisions pour charges	87 315	87 487
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	188 906	187 639
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	576 167	443 491
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) **	229 095	224 994
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 114 942	1 922 864
Dettes fiscales et sociales	285 154	261 311
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 565	8 277
Autres dettes et comptes de régularisation	305 068	289 767
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	62 302	47 149
DETTES	3 587 293	3 197 852
TOTAL GÉNÉRAL	4 683 644	4 335 088
* Dont concours bancaires, soldes créditeurs de banque	155 875	32 051
** Dont fonds de garantie Associés	228 850	224 949

Compte de résultat consolidé

RAPPORT SUR
LES COMPTES
CONSOLIDÉS

(en k€)	2024	2023
Ventes de marchandises	14 104 671	13 455 886
Production vendue de biens		
Production vendue de services	1 417 534	1 348 879
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	15 522 205	14 804 765
Production stockée		
Production immobilisée	14 092	5 769
Subventions d'exploitation		8
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	43 990	39 483
Autres produits	26 715	33 416
PRODUITS D'EXPLOITATION	15 607 003	14 883 441
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	13 836 646	13 148 310
Variation de stock (marchandises)	(29 028)	42 841
Achats de matières premières et autres approvisionnements	6 023	6 791
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	(790)	(773)
Autres achats et charges externes	1 056 976	1 008 745
Impôts, taxes et versements assimilés	50 900	49 065
Salaires et traitements (y compris participation des salariés)	360 142	342 439
Charges sociales	169 570	157 992
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	64 684	64 393
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	21	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	6 047	7 902
Pour risques et charges : dotations aux provisions	31 989	29 839
Autres charges	37 844	20 577
CHARGES D'EXPLOITATION	15 591 025	14 878 120
RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 978	5 321
Dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 978	5 321
Produits financiers de participation	15	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 359	1 352
Autres intérêts et produits assimilés	22 075	18 932
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 490	1 600
Différences positives de change	0	212
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	25 938	22 096
Dotations financières aux dépréciations et provisions	5 031	6 212
Intérêts et charges assimilées	23 668	29 201
Différences négatives de change	160	61
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES	28 859	35 475
RÉSULTAT FINANCIER	(2 921)	(13 379)

Compte de résultat consolidé

(SUITE)

(en k€)	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	370	718
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 203	38 761
Reprises sur provisions et transferts de charges	9	28
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 581	39 508
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 924	125
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 130	18 173
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	25	598
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 079	18 896
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 498)	20 612
Impôts sur les bénéfices	973	1 015
Impôts différés sur les bénéfices	417	229
TOTAL DES PRODUITS	15 641 522	14 945 045
TOTAL DES CHARGES	15 634 354	14 933 735
Résultat des sociétés intégrées	7 149	11 310
Résultat des sociétés mises en équivalence	104	(30)
RÉSULTAT GROUPE	3 990	10 352
RÉSULTAT HORS GROUPE	3 263	928

COOPERATIVE U

Société anonyme coopérative

20, rue d'Arcueil

94150 Rungis

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

PricewaterhouseCoopers Audit
8 rue des Trente Six Ponts
CS 57754
31077 Toulouse Cedex 4

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

COOPERATIVE U

Société anonyme coopérative

20, rue d'Arcueil

94150 Rungis

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société COOPERATIVE U

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société COOPERATIVE U relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Estimations comptables

- Les écarts d'acquisition, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2024 s'établit à 124 M€, ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites dans la note « écart d'acquisition » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les mentions figurant dans l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.
- Le savoir-faire de COOPERATIVE U, dont le montant net figurant à l'actif du bilan au 31 décembre 2024 s'élève à 230 M€, a été estimé dans le cadre des opérations d'apport partiel d'actifs des quatre centrales régionales réalisées en 2017 selon les modalités décrites dans la note « Immobilisations incorporelles » de l'annexe. Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable

de cette estimation. Nous avons examiné la cohérence d'ensemble des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les mentions figurant dans l'annexe des comptes consolidés donnent une information appropriée.

- Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le périmètre de consolidation dont sont exclues les filiales qui ne sont pas détenues durablement même si elles sont détenues majoritairement. Cette exclusion, conforme à la réglementation ANC N°2020-01, fait l'objet d'une mention appropriée dans la note « Périmètre et méthodes de consolidation » de l'annexe des comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Toulouse et Paris-La Défense, le 3 juin 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit Deloitte & Associés

Bertrand CUQ



Bénédicte Sabadie-Faure

Bénédicte SABADIE

ACTIF (en k€)	BRUT au 31/12/24	Amortissements, Provisions	NET au 31/12/24	NET au 31/12/23
Capital souscrit non appelé	0		0	8
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	36 166	10 176	25 990	9 482
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	230 437		230 437	230 437
Ecart d'acquisition	124 083	144	123 939	123 939
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles	13 644		13 644	10 558
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	83 837	10 090	73 747	75 015
Constructions	552 891	168 658	384 233	363 799
Installations techniques, matériel, outillage	234 268	94 966	139 302	154 419
Autres immobilisations corporelles	166 099	61 174	104 924	80 168
Immobilisations en cours	46 446	21	46 425	36 331
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	367		367	408
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations par mise en équivalence	1 813		1 813	1 709
Autres participations	1 162	0	1 162	3 052
Créances rattachées à des participations	55		55	10 050
Autres titres immobilisés	122 613	27 898	94 715	71 530
Prêts	3 166		3 166	60 480
Autres immobilisations financières	80 584	3 971	76 613	73 966
ACTIF IMMOBILISÉ	1 697 629	377 097	1 320 532	1 305 345
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	26 497		26 497	25 706
Marchandises	618 187	11 963	606 224	569 381
Avances et acomptes versés sur commandes	23 547		23 547	7 966
CRÉANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 751 955	11 118	1 740 837	1 675 009
Autres créances et comptes de régularisation	730 082	32 761	697 321	525 175
Capital souscrit et appelé, non versé	54		54	7
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	254 578		254 578	212 613
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	13 813		13 813	13 605
ACTIF CIRCULANT	3 418 712	55 842	3 362 871	3 029 462
Frais d'émission d'emprunts	241		241	273
TOTAL GÉNÉRAL	5 116 582	432 938	4 683 644	4 335 088

PASSIF (en k€)	Au 31/12/24	Au 31/12/23
Capital social ou individuel	712 020	113
Primes d'émission, de fusion, d'apport	0	768 636
Ecarts de réévaluation	0	0
Réserve légale	11	11
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées	0	0
Autres réserves	4 844	4 844
Réserves Groupe	79 312	71 509
Ecart de conversion Groupe		
Report à nouveau	956	433
Résultat Groupe	3 990	10 352
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	0	0
Titres en autocontrôle		
CAPITAUX PROPRES	801 132	855 897
Intérêts hors Groupe	103 050	92 771
Résultat hors Groupe	3 263	928
INTERÊTS MINORITAIRES	106 313	93 699
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions acquisition titres (écart négatif)		
Provisions pour risques	101 590	100 152
Provisions pour charges	87 315	87 487
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	188 906	187 639
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit *	576 167	443 491
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs) **	229 095	224 994
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 114 942	1 922 864
Dettes fiscales et sociales	285 154	261 311
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 565	8 277
Autres dettes et comptes de régularisation	305 068	289 767
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	62 302	47 149
DETTES	3 587 293	3 197 852
TOTAL GÉNÉRAL	4 683 644	4 335 088
* Dont concours bancaires, soldes créditeurs de banque	155 875	32 051
** Dont fonds de garantie Associés	228 850	224 949

Compte de résultat *consolidé*

RAPPORT SUR
LES COMPTES
CONSOLIDÉS

(en k€)	2024	2023
Ventes de marchandises	14 104 671	13 455 886
Production vendue de biens		
Production vendue de services	1 417 534	1 348 879
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	15 522 205	14 804 765
Production stockée		
Production immobilisée	14 092	5 769
Subventions d'exploitation		8
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges	43 990	39 483
Autres produits	26 715	33 416
PRODUITS D'EXPLOITATION	15 607 003	14 883 441
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	13 836 646	13 148 310
Variation de stock (marchandises)	(29 028)	42 841
Achats de matières premières et autres approvisionnements	6 023	6 791
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)	(790)	(773)
Autres achats et charges externes	1 056 976	1 008 745
Impôts, taxes et versements assimilés	50 900	49 065
Salaires et traitements (y compris participation des salariés)	360 142	342 439
Charges sociales	169 570	157 992
DOTATIONS D'EXPLOITATION		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	64 684	64 393
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations	21	
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	6 047	7 902
Pour risques et charges : dotations aux provisions	31 989	29 839
Autres charges	37 844	20 577
CHARGES D'EXPLOITATION	15 591 025	14 878 120
RÉSULTAT D'EXPLOITATION avant dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 978	5 321
Dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION après dotation aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 978	5 321
Produits financiers de participation	15	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 359	1 352
Autres intérêts et produits assimilés	22 075	18 932
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	2 490	1 600
Différences positives de change	0	212
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	25 938	22 096
Dotations financières aux dépréciations et provisions	5 031	6 212
Intérêts et charges assimilées	23 668	29 201
Différences négatives de change	160	61
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES	28 859	35 475
RÉSULTAT FINANCIER	(2 921)	(13 379)

Compte de résultat *consolidé*

(SUITE)

(en k€)	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	370	718
Produits exceptionnels sur opérations en capital	8 203	38 761
Reprises sur provisions et transferts de charges	9	28
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 581	39 508
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 924	125
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	11 130	18 173
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	25	598
CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 079	18 896
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(4 498)	20 612
Impôts sur les bénéfices	973	1 015
Impôts différés sur les bénéfices	417	229
TOTAL DES PRODUITS	15 641 522	14 945 045
TOTAL DES CHARGES	15 634 354	14 933 735
Résultat des sociétés intégrées	7 149	11 310
Résultat des sociétés mises en équivalence	104	(30)
RÉSULTAT GROUPE	3 990	10 352
RÉSULTAT HORS GROUPE	3 263	928

Variation de la trésorerie consolidée

RAPPORT SUR
LES COMPTES
CONSOLIDÉS

OPÉRATIONS D'EXPLOITATION (en K€)	2024	2023
Résultat net part du Groupe	3 990	10 352
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	3 263	928
Quote part dans le résultat des sociétés en équivalence	-104	30
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Dotations aux Amortissements et provisions	101 750	101 042
Reprises des Amortissements et provisions	-33 462	-20 518
Plus et moins values de cession	2 927	-20 588
Impôts différés	417	229
Subventions virées au résultat		
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	78 781	71 474
Variation des frais financiers	94	419
Variation nette d'exploitation	88 219	12 988
- Variation des stocks	-37 634	34 805
- Variation des créances d'exploitation	-144 638	26 098
- Variation des dettes d'exploitation	270 490	-47 914
Variation nette hors exploitation	-120 342	-45 582
- Variation des créances hors exploitation	-83 361	-40 852
- Variation des dettes hors exploitation	-36 982	-4 729
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-32 030	-32 174
Flux net de trésorerie généré par l'activité	46 752	39 300
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décassements / acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-120 070	-98 856
Encaissements / cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 772	24 583
Subventions d'investissement encaissées		
Décassements / acquisition d'immobilisations financières	-56 590	-67 573
Encaissements / cession d'immobilisations financières	82 925	59 165
Trésorerie nette /acquisitions et cessions de filiales	-8 433	-5 782
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-100 395	-88 462
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports	-41 059	10 817
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
Dividendes versés aux minoritaires		
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	53 717	133 562
Remboursement d'emprunts	-40 857	-41 051
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-28 200	103 327
VARIATION DE TRÉSORERIE	-81 843	54 166
TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	180 562	126 387
Impact des variations de périmètre, opérations d'apports et fusions	0	10
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	98 719	180 562

Faits caractéristiques de l'exercice

Changement de nom : U Enseigne devient « Coopérative U »

En mai 2024, à l'occasion de son 130^e anniversaire, U Enseigne a officiellement changé de nom pour devenir « Coopérative U ». Ce changement vise à réaffirmer son modèle coopératif, mettant en avant des valeurs d'agilité, de solidarité et de durabilité. Les enseignes Hyper U, Super U, U Express et Utile conservent leur nom.

Fin du partenariat avec les centrales européennes Epic et Everest

En septembre 2024, Coopérative U a décidé de quitter les centrales d'achat européennes Everest et Epic, qu'elle avait rejointes en octobre 2022. Cette décision a entraîné un renforcement de l'organisation en interne, en prévision de la campagne de négociations 2025.

Performances économiques solides

Malgré un contexte économique où les Français restent particulièrement attentifs à leur pouvoir d'achat, Coopérative U, quatrième distributeur alimentaire en France, a enregistré une hausse de 4,81 % de ses ventes de marchandises atteignant 14,1 milliards d'euros. Le réseau s'est agrandi de plus de 100 000 mètres carrés commerciaux, franchissant le cap des 1 800 magasins. Le groupe a également investi 1 milliard d'euros en 2024 : 550 millions pour la rénovation des magasins et 450 millions pour les outils collectifs, la logistique et les systèmes d'information.

Ralliement du groupe Schiever

En mars 2024, le groupe familial Schiever, auparavant partenaire d'Auchan, a signé un accord pour rejoindre Coopérative U à compter de 2025. Schiever apporte avec lui 13 hypermarchés, 115 supermarchés et plus de 200 magasins de proximité en France, ainsi qu'une présence à l'international. Cette adhésion renforce la présence de Coopérative U, notamment dans le quart nord-est de la France.

Objectif CAP 15

Coopérative U se donne pour objectif d'atteindre les 15% de part de marché d'ici à 2030. L'enseigne a ainsi présenté devant les Associés réunis en Congrès le projet stratégique et les nombreux chantiers internes collectifs et multidimensionnels pour le mener à bien. Ils visent à accroître la performance des magasins, et agir sur de nombreux leviers, comme le prix, l'offre, l'expérience client, le maillage territorial de la Coopérative, sa logistique, son informatique ou ses ressources humaines notamment.

Annexe aux comptes consolidés

Base de préparation des comptes

Les comptes du Groupe au 31 décembre 2024 sont consolidés dans le respect des principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement ANC N°2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés du Groupe dans lesquelles la Société mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

En particulier, les sociétés coopératives EXPAN U OUEST, EXPAN U NORD-OUEST, EXPAN U EST et EXPAN U SUD détenues majoritairement par les exploitants de magasins à l'Enseigne U sont des entités intégrées globalement car la Coopérative U exerce un contrôle de fait.

Il en est de même pour la Coopérative EXPAN U nationale détenue par les EXPAN U régionales.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les comptes des entreprises contrôlées conjointement avec d'autres actionnaires ou associés sont consolidés par intégration proportionnelle.

Les opérations et les soldes intragroupe significatifs sont éliminés. Le périmètre de consolidation est présenté dans la note 11.

Exclusions

Sont exclues du périmètre de consolidation les filiales, même détenues majoritairement, dont les titres sont détenus par le Groupe en vue de leur cession ultérieure. Les titres correspondants sont classés en autres titres immobilisés.

Évolution du périmètre de consolidation pour 2024

Néant

Date de clôture

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 31 décembre.

Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme

un ensemble de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles. La segmentation pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe.

Au 31 décembre 2024, le Groupement U est principalement structuré autour d'un seul secteur d'activité, la fourniture de biens et de services au bénéfice des magasins associés et dans un seul secteur géographique, la France.

Écarts d'acquisition

Lors de l'acquisition d'une entreprise, le coût d'acquisition des titres est affecté, sur la base de leur juste valeur, aux actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise. La juste valeur des éléments incorporels identifiables de l'actif est déterminée par référence aux méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus, les coûts ou la valeur de marché.

La différence entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise est enregistrée

à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique «écarts d'acquisition» lorsqu'il est positif, au passif du bilan dans un poste spécifique lorsqu'il est négatif.

L'écart d'acquisition négatif est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ; en cas d'indice de perte de valeur un test de dépréciation est effectué,
- dont la durée d'utilisation est non limitée est non amortie ; en contrepartie il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.

Dépréciation : lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. La dépréciation constatée est définitive ; elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Au 31 décembre 2024, le poste «écarts d'acquisition» est décomposé comme suit (en K€) :

	Valeur brute	Durée d'amortissement	Dotaton 2024	Valeur nette au 31/12/2024
U Export	97 123			97 123
U LOG	26 816			26 816
INFO.U	144	4		0
TOTAL	124 083			123 939

Sont considérés comme ayant une durée de vie non limitée et ne sont donc pas amortis :

- l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société U CENTRALE EXPORT.
- l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la société U LOG.

En effet, ils sont représentatifs du fonds commercial du Groupe Coopérative U.

Cet écart d'acquisition a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2024 ; leur valeur actuelle étant supérieure à la valeur comptable, aucune dépréciation n'a été constatée.

L'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de INFO.U a en revanche une durée limitée de 4 ans correspondant à la durée résiduelle des engagements de location portés par la Société. Il est totalement amorti depuis le 31 décembre 2020.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de la valorisation des marques et savoir-faire des Centrales régionales lors de l'apport de leur branche commerciale à la Coopérative U.

La juste valeur des marques et savoir-faire des Centrales régionales a été déterminée par l'application d'une méthode relevant de l'approche intrinsèque et à titre secondaire une méthode relevant de l'approche analogique :

Méthode des superprofits (méthode intrinsèque privilégiée) : la valeur de la marque correspond à une fraction de la valeur actuelle des superprofits générés

par les actifs incorporels ne figurant pas au bilan agrégé du groupement U. La valeur des superprofits annuels est déterminée par différence entre le résultat effectivement attendu de l'activité et le résultat théorique qui serait obtenu en considérant une rentabilité des capitaux propres égale au coût du capital.

Méthode des redevances de marché (méthode analogique, à titre de test de cohérence) : comparaison entre le taux de redevance implicite induit par la valeur estimée par la méthode des superprofits et des taux de redevance de marché observés pour des activités comparables.

Ces actifs ne sont pas amortis ; ils feront l'objet de tests de dépréciation sur les prochains exercices.

Immobilisations corporelles

Les terrains et constructions comprennent pour l'essentiel des entrepôts et des bureaux. Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et, le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est située l'immobilisation.

En application de l'approche par composants, le Groupe utilise des durées d'amortissement différenciées pour chacun des composants significatifs d'un même actif immobilisé dès lors que l'un de ces composants a une durée d'utilité différente de l'immobilisation principale à laquelle il se rapporte.

L'amortissement est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes :

Constructions et aménagements	20 à 40 ans
Aménagements court terme	15 ans
Aménagements	15 ans
Équipements entrepôts long terme	20 ans
Équipements entrepôts court terme	10 ans
Matériel de manutention	9 ans
Matériel et outillage	5 à 20 ans
Matériel de transport	5 à 6 ans
Matériel de bureau	4 à 15 ans
Matériel informatique	30 mois à 10 ans
Mobilier de bureau	7 à 10 ans
Emballages récupérables	2 à 5 ans

Ces amortissements ainsi calculés représentent les amortissements économiques.

Conformément à la méthode prévue par le règlement ANC n° 2020-01, les immobilisations financées par un contrat de crédit-bail ou de location longue durée sont comptabilisées à l'actif pour leur prix de revient au moment de l'acquisition et amorties selon des durées ci-dessus. La dette résultant de l'acquisition est inscrite au passif.

En compte de résultat, les loyers sont remplacés par les intérêts d'emprunts et l'amortissement du bien.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur actuelle lorsque la valeur nette comptable de l'actif est significativement supérieure à sa valeur actuelle estimée, qui correspond à la plus élevée de la valeur vénale ou de la valeur d'usage.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'usage, appréciée en fonction de l'évaluation du patrimoine de la Société et de sa rentabilité estimée, est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence. Cette dépréciation est ajustée à la fin de chaque exercice en prenant en compte les nouvelles données.

Cette valeur est déterminée à l'issue du processus suivant :

- Recherche d'indicateurs de perte de valeur par comparaison de la valeur nette comptable des titres avec la quote-part de situation nette revenant à l'Associé,
- En cas d'indicateur de perte de valeur, mise en œuvre d'un test de dépréciation fondée sur une approche mixte combinant :
 - une évaluation des actifs immobiliers des participations en fonction de leur valeur locative tenant compte notamment du niveau d'activité du point de vente, capitalisée au taux de 8%, déduction faite des droits de mutation et frais d'actes estimés à 7%,
 - une évaluation des autres actifs économiques des participations et notamment du fond commercial selon l'approche par les flux de trésorerie actualisés (DCF).

Les titres de sociétés ayant pour objet direct ou indirect l'exploitation d'un supermarché associé de la Coopérative sont comptabilisés en «Autres titres immobilisés».

Les avances financières effectuées à ces mêmes sociétés sont comptabilisées en « Autres immobilisations financières ».

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix moyen d'achat pondéré net de ristournes inconditionnelles et après déduction de l'escompte de règlement éventuel.

Les stocks de marchandises acquis en monnaies étrangères (principalement USD) sont valorisés au cours de conversion. L'acquisition de ces stocks est systématiquement couverte.

Une dépréciation est éventuellement constituée en considération de la valeur vénale à la clôture, lorsque cette dernière est inférieure à la valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances sont inscrites au bilan à la valeur nominale. Ce poste comprend notamment le montant des ristournes à recevoir des fournisseurs.

Les créances sont dépréciées dès qu'apparaît une perte probable et après étude, cas par cas, du risque présenté par chaque débiteur et examen des difficultés susceptibles d'affecter le recouvrement des créances contentieuses.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont valorisées au taux de la devise à la clôture de l'exercice. Les pertes et gains de change latents sont inscrits dans le résultat consolidé (méthode préférentielle selon le règlement ANC n° 2020-01). Afin de respecter le principe de symétrie qu'impose la comptabilité de couverture, le résultat latent sur les instruments financiers dérivés de couverture est également inscrit dans le résultat consolidé, en contrepartie d'un compte de bilan.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Elles font, si nécessaire l'objet d'une dépréciation, calculée pour chaque titre de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à la valeur probable de négociation pour les titres non cotés.

Disponibilités

La rubrique «Disponibilités» comprend les liquidités et les dépôts bancaires.

Les disponibilités libellées en devises étrangères sont valorisées au cours de la devise à la clôture de l'exercice et l'écart de change est inscrit dans le résultat consolidé.

Les découverts bancaires figurant au bilan dans les «Emprunts et dettes financières» sont inclus dans le total de la trésorerie présenté dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Le Groupe gère les risques de marché liés aux variations des taux d'intérêt et des cours de change (principalement USD), en utilisant des instruments financiers dérivés, notamment des swaps de taux d'intérêt, des contrats d'achats à terme de devises et des achats de call européens (options).

Tous ces instruments sont utilisés à des fins de couverture.

Le risque de change de Coopérative U porte sur les importations en devises étrangères (principalement en USD), de marchandises pour les activités Textile, Bazar, Achats non marchands et Alimentaires.

La stratégie de couverture de change suit un double principe :

- Garantir un taux de change au service Import sur la base des projections d'achats de marchandises en devises,
- Ne pas être en position spéculative.

Les achats de marchandises en devises sont couverts à 90% sur la base de l'estimation des besoins prévisionnels établis semestriellement par le service Import et communiquée à la Trésorerie.

Un tableau de suivi mensuel des écarts entre les prévisions et les réalisations des achats en devises permet de s'assurer que les besoins sont couverts. Ce suivi fait l'objet d'une analyse entre le service Import et la Trésorerie.

Ces opérations de couverture sont comptabilisées à échéance pour leur montant négocié.

Les effets des instruments financiers utilisés par le Groupe pour couvrir et gérer ses risques de change et de taux sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert. Ainsi :

- le résultat des swaps de taux est reconnu au rythme des intérêts d'emprunt couverts et classé en résultat financier (en «Charges d'intérêts»),
- le résultat des contrats d'achats à terme de devises est reconnu dans le même compte que les achats de marchandises qu'ils permettent de couvrir.

Le report/déport sur les dérivés de change est comptabilisé en résultat lorsque les achats couverts correspondants sont comptabilisés.

Les variations de valeur des dérivés ne sont pas comptabilisées au bilan (sauf pour permettre d'appliquer le principe de symétrie du résultat).

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable, pour l'ensemble des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les comptes consolidés, ainsi que pour les reports déficitaires. Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Aucun impôt différé actif n'a été comptabilisé au titre des reports déficitaires, en l'absence de bénéfice imposable suffisant au cours des cinq prochains exercices, la société Coopérative U n'ayant en effet pas vocation à dégager de résultat.

Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été votés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

L'effet des variations de taux liés aux changements de taux d'impôt ou de législation fiscale est comptabilisé en résultat.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour des risques ou charges dont il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation et dont le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable ni certaine à la date d'arrêté des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Le Groupe comptabilise notamment :

- les engagements de retraite,
- les engagements de médailles du travail.

Indemnités de départ à la retraite

Le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Age de départ en retraite	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans	Employés : 63 ans AM : 64 ans Cadres : 65 ans
Taux d'actualisation	3,17%	3,75%
Taux de revalorisation des salaires (dont inflation)	3,5% y compris inflation	3% y compris inflation
Inflation	Inclus dans le taux de revalorisation des salaires	Inclus dans le taux de revalorisation des salaires
Turnover (démissions)	Selon statistiques adaptées à l'environnement des sociétés consolidées	Selon statistiques adaptées à l'environnement des sociétés consolidées
Table de mortalité	TVTD 2017-2019	TVTD 2016-2018
Taux de charges sociales	Taux réel par collègue	Taux réel par collègue
Périmètre	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques	CDI uniquement, exclusion des mandataires, sauf cas spécifiques
Modalités	Départs volontaires pour tous les collèges	Départs volontaires pour tous les collèges

Méthode du Corridor

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi constituent des actifs ou des passifs à amortir. Ils sont générés par les changements d'hypothèse ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements du régime. L'importante volatilité des taux d'intérêts a pour conséquence de faire varier de manière importante ces écarts actuariels.

Ces écarts sont comptabilisés en appliquant la méthode du corridor : les écarts actuariels (gains ou pertes) sont comptabilisés en produits ou en charges lorsque

les gains et pertes actuariels cumulés non reconnus excèdent 10% de la valeur la plus élevée de l'obligation et de la juste valeur des actifs du régime. Cet excédent est amorti sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime.

Cet excédent est amorti sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime. Avec la méthode du corridor, les éléments ainsi comptabilisés ont été les suivants :

En K€	2024	2023
Montant de l'engagement brut à la clôture	66 436	62 195
(dont placement sur des fonds externes)	(6 417)	(6 226)
Charge comptabilisée dans le compte de résultat	(435)	3 247
Ecart actuariel non comptabilisés	(13 243)	(10 898)

Médailles du travail

Une provision pour médailles du travail est comptabilisée. Son évaluation est effectuée avec les mêmes paramètres que les engagements de retraites à l'exception du taux d'actualisation pour lequel un taux de 3,08 % a été retenu.

Chiffre d'affaires

Ventes de marchandises

Les ventes de marchandises sont déterminées après exclusion des droits de circulation et de consommation sur les alcools.

Elles sont comptabilisées lorsque les produits ont été expédiés aux magasins associés.

Production vendue de services

La production vendue de services comprend :

- les cotisations et prestations facturées aux Associés ; les cotisations sont facturées et comptabilisées périodiquement, les prestations sont comptabilisées lorsqu'elles sont réalisées,
- ainsi que les prestations de transport réalisées par U Logistique à des tiers, qui sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsqu'elles sont achevées.

Ristournes

La Société comptabilise le montant des ristournes obtenues des fournisseurs en diminution des achats de marchandises.

Impôts et taxes

En ce qui concerne la CET (Contribution Économique Territoriale), le Groupe a opté pour la comptabilisation de cet impôt sur la ligne « Impôts et taxes » du résultat d'exploitation.

Informations complémentaires relatives aux comptes consolidés

Les états financiers du groupe ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation. A la date d'arrêt des comptes par le Conseil d'Administration des états financiers 2024 du groupe, la Direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son activité.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1

Etat des mouvements de l'actif immobilisé (en K€)

Immobilisations	Valeurs brutes à l'ouverture	Mouvements de périmètre	Acquisitions	Sorties	Valeurs brutes à la clôture
Incorporelles	381 319		24 450	-1 440	404 329
Corporelles	1 002 059		102 388	-20 540	1 083 907
Financières	250 052		56 798	-97 457	209 393
TOTAL	1 633 430		183 636	-119 438	1 697 629

Amortissements et dépréciations	Valeurs cumulées à l'ouverture	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	Valeurs cumulées à la clôture
Immobilisations incorporelles	6 903		4 419	-1 003	10 319
Immobilisations corporelles	291 919		60 254	-17 264	334 909
Immobilisations financières	29 264		4 820	-2 215	31 869
TOTAL	328 086		69 493	-20 482	377 097

NOTE 2

Variation des provisions (en K€)

Provisions pour risques et charges	Montants à l'ouverture	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises		Montants à la clôture
				Utilisées	Sans objet	
Engagements de retraite	66 871		2 916	-3 340		66 447
Médailles du travail	5 515		5	-32		5 489
Restructurations						
Autres risques et litiges	115 254		29 317	-8 601	-19 000	116 970
TOTAL	187 639		32 239	-30 973		188 906

Autres provisions	Montants à l'ouverture	Mouvements de périmètre	Transferts compte à compte	Dotations	Reprises	Montants à la clôture
Dépréciation des immobilisations corporelles				21		21
Dépréciation des immobilisations financières	29 264			4 820	-2 215	31 869
Dépréciation des créances clients et Associés	11 359			2 096	-2 326	11 129
Dépréciation des autres créances d'exploitation	29 679			3 951	-880	32 750
Dépréciation des stocks	19 778				-7 816	11 963
TOTAL	90 080			10 888	-13 236	87 732

NOTE 3

Biens financés par crédit-bail (en K€)

Valeurs brutes	A l'ouverture	Mouvements de périmètre	Acquisitions	Sorties	A la clôture
Immobilisations					
Terrains	1 776				1 776
Constructions	17 686				17 686
Installations techniques, matériel, outillage	103 207			-21 603	81 604
Aures immobilisations corporelles					
TOTAL	122 669			-21 603	101 066

Amortissements	A l'ouverture	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises	A la clôture
Immobilisations					
Terrains	334		54		387
Constructions	5 157		808		5 965
Installations techniques, matériel, outillage	47 920		9 075	-21 603	35 392
Aures immobilisations corporelles					
TOTAL	53 411		9 937	-21 603	41 745

NOTE 4

Etat des créances (en K€)

Créances	Total à la clôture	Dont à un an plus tard	Dont à plus d'un an
Créances rattachées à des participations	55		55
Prêts et autres immobilisations financières	45 750		45 750
Clients et comptes rattachés	1 751 955	1 751 947	8
Autres créances	790 989	-2 944 029	3 735 017
Impôts différés Actif	694	694	
Charges constatées d'avance	13 813	13 603	210
TOTAL	2 603 255	-1 177 785	3 781 040

NOTE 5
Etat des dettes (en K€)

Dettes	Total à la clôture	A 1 an au plus	A 1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit*	535 355	478 036	24 770	32 549
Emprunts sur biens financés par crédit-bail	40 812	10 523	22 982	7 306
Emprunts et dettes financières autres	229 095	229 095		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 114 942	2 114 942		
Dettes fiscales et sociales	285 154	285 154		
Impôts différés Passif	28 374	28 374		
Autres dettes	291 259	211 097	80 161	
Produits constatés d'avance	62 302	62 205	97	
TOTAL	3 587 293	3 419 427	128 010	40 471
Emprunts souscrits dans l'exercice	53 717			
Emprunts remboursés dans l'exercice	-40 857			
*dont concours bancaires courants	155 875			

NOTE 6
Juste valeur des instruments financiers (en K€)

Néant

NOTE 7
Impôts différés (en K€)

A. Charges d'impôts exigibles et différés au compte de résultat

	2024	2023
Produits/(-Charges) d'impôts exigibles	-973	-1 015
- Produits / (-Charges) d'impôts différés	-417	-229
- Variation des provisions pour dépréciation des impôts différés actifs		
Produits/(-Charges) net(tes) d'impôts différés	417	229
Impôts exigibles et différés	-1 390	-1 244

B. Ventilation du solde net des impôts différés au bilan

	2024	2023	Variation	dont impact variation de périmètre
Créances				
- Charges non déductibles temporairement	26 780	23 882	2 898	
- Déficit fiscaux				
- Retraitements	-5 026	-3 820	-1 207	
- Autres				
Dettes				
- Produits non imposables temporairement				
- Retraitements	61 369	47 326	14 043	
Sous-total montant net (dette)	-39 616	-27 264	-12 352	
- Autres				
Montant net (créance)	-39 616	-27 264	-12 352	

NOTE 8
Preuve de l'impôt (en K€)

Résultat Groupe	3 990
Résultat hors Groupe	3 263
Total résultat net des sociétés consolidées	7 253
Impôt société	973
Impôt différé	417
Charge fiscale réelle	1 390
Résultat des sociétés mises en équivalence	-104
Résultat consolidé avant impôt	8 539
Taux théorique	25,83%
Impôt théorique	2 206
Passage impôt théorique - charge fiscale réelle	
Impact intégration fiscale	2 084
Effet des pertes et reports déficitaires	-3 174
Réintégrations et déductions diverses	1 888
Crédits d'impôt	-1 614
Charge fiscale réelle	1 390
Taux effectif d'impôt	16,28%

NOTE 9
Variation des capitaux propres consolidés (en K€)

	2024	2023
Capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier	855 897	845 562
Mouvements sur le capital	720 395	6 210
Distributions versées	-15	
Résultat consolidé N	3 990	10 352
Variation Périmètre	-8 328	-6 227
Capitaux propres consolidés au 31 décembre	1 571 937	855 897

NOTE 10

Passage du résultat social au résultat consolidé (en K€)

	2024	2023
Résultat social	10 347	5 373
Dividendes - Résultat distribué	-5 685	
Plus-values cession intragroupe		
Elimination des bonis et malis de fusion		
Provisions intragroupe	-438	-288
Provisions réglementées	1 111	1 180
Amortissements écarts d'acquisition	-104	-104
Retraitements impôts différés	-417	-229
Retraitement crédit-bail	3 715	4 524
Retraitement valorisation des terrains en stock	-35	
Retraitement des dotations aux amortissements des immobilisations cédées intragroupe	120	120
Retraitement des dotations aux amortissements et provisions/ immobilisations réévaluées	1 363	465
Retraitement des reprises de provisions/immobilisations réévaluées		-529
Retraitement des plus ou moins values de cessions d'immobilisations réévaluées	-3 014	646
Retraitement des frais d'acquisition sur immobilisations intragroupe		
Comptabilisation des gains et pertes de change latents	-142	154
Retraitement du corridor sur les engagements de retraites	328	-2
Ecarts d'acquisition constatés en résultat		
Quote-part résultats des mises en équivalence	104	-30
Résultat consolidé	7 253	11 279
Part du Groupe	3 990	10 352
Intérêts minoritaires	3 263	928

NOTE 11

Liste des sociétés consolidées

Désignation	Adresse	Activité	% Participation	Méthode de consolidation
COOPERATIVE U	20, rue d'Arcueil 94150 Rungis	Centrale d'achats		Consolidante
INFO.U	Route de Jacou 34740 Vendargues	Informatique	99,95%	Intégration globale
U TECH	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Informatique	23,07%	Mise en équivalence
U-LOGISTIQUE	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Logistique	100,00%	Intégration globale
SCI HAUTE FORET	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI GRAND PAS	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI FRANQUIMMO	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI SAN VITO	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI CLERMONT 1	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SARL SEMM	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI SAINTE COLOMBE	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
SCI DARGETTE LANGON	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Immobilier entrepôt	100,00%	Intégration globale
EXPAN U NATIONALE	20, rue d'Arcueil 94150 Rungis	Développement du réseau	46,98%	Intégration globale
EXPAN U OUEST	Place des Pléiades ZI Antares 44470 Carquefou	Développement du réseau	44,60%	Intégration globale
EXPAN U NORD OUEST	14, avenue de la côte de Nacre 14000 CAEN	Développement du réseau	49,00%	Intégration globale
EXPAN U EST	43, rue Eugène Ducretet 68200 Mulhouse	Développement du réseau	49,00%	Intégration globale
EXPAN U SUD	Route de Jacou 34740 Vendargues	Développement du réseau	49,00%	Intégration globale
DORNINVEST	43, rue Eugène Ducretet 68200 Mulhouse	Développement du réseau	100,00%	Intégration globale
SAS PORTEX	Route de Jacou 34740 Vendargues	Développement du réseau	94,90%	Intégration globale
SARL PORTIM	Route de Jacou 34740 Vendargues	Développement du réseau	100,00%	Intégration globale
SCI ATLASIMMO	Route de Jacou 34740 Vendargues	Immobilier bureaux	99,99%	Intégration globale
U ETABLISSEMENT DE PAIEMENT	20, rue d'Arcueil 94150 Rungis	Services financiers	100,00%	Intégration globale
SAS SIPANOR	14, avenue de la côte de Nacre 14000 Caen	Immobilier bureaux	100,00%	Intégration globale
U CENTRALE EXPORT	20, rue d'Arcueil 94150 Rungis	Centrale d'achats	46,55%	Intégration globale
CENTRALE ENVERGURE	2, place du Général de Gaulle 92160 Antony	Centrale d'achats	50,00%	Intégration proportionnelle

NOTE 12

Filiales et participations non consolidées (en K€)

Société	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part détenue en%	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat comptable du dernier exercice clos
				Brut	Net	Brut	Net		
SAS ARBOIS-DIS	220	1673	0,05%	0	0	0	0	13708	-9
SAS CHEVREULDIS	40	454	0,30%	0	0	0	0	8583	6 594
SAS CRONENBOURG	38	-498	0,03%	0	0	0	0	4227	0
SAS FRANDIS	94	667	0,01%	0	0	0	0	12406	-31
SAS HU RVL REIMS VILLA	708	839	0,01%	0	0	0	0	40954	-11
SAS JEMA DISTRIBUTION	38	2452	0,04%	0	0	0	0	1226	-283
LES COOP NORMANDIE	15568	-9108	0,00%	0	0	0	0	28736	117
SAS LES SUREAUX	46	1643	0,03%	0	0	0	0	17967	-11
SAS LYON3DIS	40	91	0,00%	0	0	0	0	3634	-4
SAS MIDIS	1148	1546	0,00%	0	0	0	0	36891	-12
SAS PONTADIS	1338	-1535	0,00%	0	0	0	0	12661	-2
SA CHARANDIS	38	4151	0,04%	0	0	0	0	45373	-142
SARL PROGAGNE	101	2414	0,01%	0	0	0	0	29301	0
SAS AIGUILHE DISTRIBUTION	200	1039	0,00%	0	0	0	0	39011	-4
SAS ALBODIS	160	1584	0,01%	0	0	0	0	18658	28
SAS BOMPADIS	50	1178	0,02%	1	1	0	0	15212	-68
SAS CLEMADIS	40	1057	0,03%	0	0	0	0	8035	1
SAS HOLFI	10	316	0,01%	0	0	0	0	8386	518
SAS LANGEAC DISTRIBUTION	50	519	0,00%	0	0	0	0	25987	-139
SAS LHASSA	38	1445	0,40%	0	0	0	0	7294	-35
SAS RN 83 DISTRIBUTION	40	1628	0,04%	0	0	0	0	77518	117
SAS SYVI	137	957	0,01%	0	0	0	0	14348	-224
SAS BISCADIS	499	12	0,02%	0	0	0	0	20954	-234
SAS CHARDIS	105	1411	0,01%	0	0	0	0	19883	-89
SAS CJH DISTRI	490	1766	0,00%	0	0	0	0	160	-99
SAS MAROMMEDIS	5	-903	100,00%	0	0	1803	0	17598	-55
SAS PERRECYDIS	150	215	0,07%	0	0	160	160	6461	661
SAS SENNECEYDIS	20	867	0,19%	0	0	0	0	18144	166
SNC ALLONZIERDIS	40	605	0,25%	0	0	0	0	12488	271
SAS SO.DI.TAN	550	501	0,05%	0	0	0	0	10372	-45
SAS ALISERY	10	23890	0,01%	0	0	0	0	300	55
SAS CLAJOKA	10	1255	0,10%	0	0	0	0	0	-6
SAS ELOMAS	3708	-1998	0,00%	0	0	0	0	306	-4
SAS FABELI	20	4382	0,01%	0	0	0	0	463	558
SAS ICHTUS	150	2736	0,01%	0	0	0	0	293	-312
SAS LIBELA	500	33	0,00%	0	0	0	0	0	165
SAS LOVOSAL	10	1271	0,01%	0	0	0	0	0	2
SAS MY2C	150	4572	0,01%	0	0	0	0	0	1073
SASU NDM HOLDING	125	692	0,01%	0	0	0	0	0	148
SA REFOR	643	90	0,00%	0	0	0	0	320	18
SAS SANJOFI	100	1114	0,01%	0	0	0	0	0	406
SAS AR MARC HAD BIHAN	15	111	0,07%	0	0	0	0	69	-17
SARL LA CARBONNIERE	40	496	25,20%	10	10	0	0	78	208
SARL JCD INVESTISSEMENT	2114	2497	0,10%	0	0	0	0	45	835
SAS DISTRIWALD	40	1633	0,25%	0	0	0	0	0	359
SAS FINANCIERE RONZE	50	2684	0,00%	0	0	0	0	400	584
SAS GILTI	305	-3852	100,00%	0	0	2665	222	0	-1
SAS INITIAL	4870	5152	0,00%	0	0	0	0	1817	-82
SAS KOLBE	100	474	0,01%	0	0	0	0	214	-29
SCI POISA IMMO	2	487	0,03%	0	0	0	0	958	122
SAS TLLD H	50	250	0,02%	0	0	0	0	25	-30
SAS Y.B.H.	150	1391	0,26%	0	0	0	0	2175	-391
SCI BWHIMMO	40	103	0,03%	0	0	0	0	340	-504

Société	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part détenue en %	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat comptable du dernier exercice clos
				Brut	Net	Brut	Net		
SCI CHAMPS CHARBON	51	34	0,03%	0	0	0	0	18	8
SCI DES PLANTES	18	353	0,09%	0	0	0	0	109	45
SCI IMMOMONT	1	1233	0,10%	0	0	0	0	390	283
SCI L AMETHYSTE	1	436	0,10%	0	0	0	0	910	437
SCI PIERRECHAMP	2	727	1,00%	0	0	0	0	199	71
SAS - LGQIM	5	-3855	100,00%	1626	0	0	0	3777	263
SCI ATHIDIS	1	-317	1,00%	0	0	0	0	549	58
SCI du 8 mai	1	-14	1,00%	0	0	0	0	0	-4
SCI DU CEDRE	150	934	100,00%	3389	3389	5950	5950	722	37
SCI EGAT IMMO	1	-50	0,10%	0	0	0	0	348	-40
SCI FRANCOM EXPANSION	27	1917	99,94%	1262	1262	0	0	750	-3
SCI IMMO BESS	1	-200	1,00%	0	0	0	0	119	-41
SCI IMMOMENILS	1	-534	0,10%	0	0	0	0	2652	-121
SCI IMMOPIGNAN	1	301	0,10%	0	0	0	0	794	301
SCI IMMOTHUIR	1	466	0,10%	0	0	0	0	827	374
SCI LA GOUTTERE (Super U)	5	366	0,10%	0	0	0	0	165	64
SCI LE CHAMONIX	3	255	0,05%	0	0	0	0	70	49
SCI SAINTE COLOMBE	10	1533	0,10%	0	0	0	0	1745	422
SAS - ABDIS	2	-2330	100,00%	7104	0	0	0	2193	753
SAS - ABDM	2	4653	100,00%	2839	2163	0	0	3652	222
SAS - LGQDIS	2	-7735	100,00%	2383	0	0	0	5118	-450
SAS DE LA VALLEE	76	511	100,00%	4019	1169	0	0	589	-116
SAS NEUILLY LA POINTE	365	1851	1,00%	90	90	0	0	2987	887
SAS VERDI	150	657	1,00%	69	69	0	0	720	23
SAS GAUJUDIS	408	2851	100,00%	3189	3189	0	0	0	84
SASU GERGYDIS	38	-188	0,10%	0	0	0	0	193	-30
SCI L'AVENIR	46	-34	100,00%	46	46	0	0	0	-43
SCI MEZIMMO	2	-161	99,00%	2	2	0	0	0	-25
SA SINERGY	0	0	25,00%	50	50	0	0	0	0
SAS MGGU	0	0	33,33%	45	45	0	0	0	0
SAS JEANATH	110	-5130	9,09%	3111	1600	3357	0	NC	NC
SCI PUJOLS IMMO	0	0	0,50%	0	0	0	0	0	0
SCI ROMACHRIS	1	-114	100,00%	1	1	2 473	2473	NC	NC
SCI VASY	2	134	100,00%	8 416	8 416	0	0	NC	NC
SAS CAP SUD PARTICIPATIONS	1 200	-35 282	90,00%	40	0	39 705	15 705	NC	NC
SAS PORTASUD	1 507	-2 819	100,00%	14717	0	0	0	NC	NC
SARL JULY	200	46	100,00%	75	75	0	0	NC	NC
SAS AUCH DISTRI	1	-11	100,00%	1	1	9	9	NC	NC
SAS BODIADIS	400	3 124	65,80%	3 210	3 210	0	0	NC	NC
SAS LORDIS	1	-2	100,00%	1 146	1 146	0	0	NC	NC
SAS PROJUL	1	-38	100,00%	1	1	214	214	NC	NC
SASU DEVILLE DISTRI	1	-18	100,00%	1	1	0	0	NC	NC
SASU VILLAC DISTRIBUTION	38	-10	100,00%	114	114	0	0	NC	NC
SCI COOPER	0	0	99,67%	150	150	0	0	NC	NC
SCI IMMOCLAB	1	-20	100,00%	1	1	23	23	NC	NC
SCI LES PEUPLIERS	1	-312	100,00%	1	1	1 397	1 397	NC	NC
SNC PARONDIS	40	-306	100,00%	40	40	396	396	NC	NC
SNC PRO-AIX	50	-46	99,80%	50	50	0	0	NC	NC
SNC PROBEDA	100	-9	99,80%	50	50	724	724	NC	NC
SNC PROMERIDIA	50	-17	99,80%	50	50	49	49	NC	NC
SNC PROPONT	50	-18	0,20%	1	1	3590	3590	NC	NC
SNC RIVE DE VESLE DISTRIBUTION	40	-56	99,75%	88	88	0	0	NC	NC
SAS CHELOUMEX	1 036	367	49,80%	1 000	1 000	0	0	NC	NC
SAS CKDIST	10	3	49,00%	300	300	0	0	NC	NC
SAS LA COMTOISE	500	-1 449	99,98%	500	500	3 200	3 225	NC	NC

Société	Capital social	Capitaux propres autres que le capital social	Quote-part détenue en%	Valeur comptable des titres		Prêts et avances consentis		Chiffre d'affaires du dernier exercice clos	Résultat comptable du dernier exercice clos
				Brut	Net	Brut	Net		
SAS M.A	132	775	49,89%	900	900	0	0	NC	NC
SAS OETING DISTRIBUTION	250	-787	49,96%	80	80	3 200	3 200	NC	NC
SAS PONT DU CHÂTEAU DISTRIBUTION	4 349	-2 242	99,98%	3 950	3 950	0	0	NC	NC
SAS TOULIMMO	0	0	100,00%	1 101	1 101	0	0	NC	NC
SAS V.BA	200	1 447	23,90%	354	354	146	146	NC	NC
SARL EXPAN BESSINES	15	-356	100,00%	15	0	419	373	NC	NC
SARL EXPAN CHENAIE	400	-895	44,00%	176	176	274	274	NC	NC
SARL EXPAN FERTE	932	1 026	100,00%	2 330	917	202	202	NC	NC
SARL EXPAN LESNEVEN	5	-81	100,00%	5	5	825	825	NC	NC
SARL EXPAN SAINTE ANNE	5	-9	100,00%	5	5	4	4	NC	NC
SARL FERTEDIS	2	-93	100,00%	2	0	440	422	NC	NC
SARL HELLEN IMMO	2	-179	100,00%	2	2	0	0	NC	NC
SAS ALG FINANCES	650	-1 747	46,15%	300	0	1135	1135	NC	NC
SAS ERDREDIS	1 500	340	26,66%	400	400	3 100	3 100	NC	NC
SAS EXPAN DEV	160	-278	100,00%	160	0	3 950	1 772	NC	NC
SAS EXPAN LA GUERCHE	110	-139	100,00%	110	0	29	7	NC	NC
SAS EXPAN LE RHEU	400	-294	25,00%	20	20	1 320	1 320	NC	NC
SAS EXPAN LUCON	1 000	-138	22,45%	225	225	1 001	1 001	NC	NC
SAS FINANCIERE LE RHEU	250	-88	26,00%	65	65	190	190	NC	-19
SAS KERSAJE	360	-16	18,99%	25	25	225	225	NC	31
SAS MARMANDIS	295	114	25,06%	28	28	722	722	NC	-47
SAS MAXADIS	270	80	44,44%	110	110	40	40	NC	-12
SAS QUINTADIS	200	-748	15,00%	30	30	20	20	NC	147
SAS SODITELMER	1	-210	100,00%	1	0	989	889	NC	-24
SCI CASTEL'O	2	-373	100,00%	1	0	586	320	NC	202
SCI DU 8 MAI	1	-10	100,00%	1	1	6	6	NC	0
SCI LES CARRIERES	158	215	99,99%	3 165	3 165	0	0	NC	23
SCI LES QUATRE L	1	-54	100,00%	205	0	304	204	NC	-52
SARL PROBIZE	4 079	-2 313	100,00%	4 079	1 771	48	48	NC	19
SARL PROBUIS	7	-72	100,00%	1 050	0	837	837	NC	-5
SARL PRODEC	578	-50	100,00%	222	222	1 503	1 503	NC	-6
SARL PROLACQ	1	-437	100,00%	1	1	5 558	5 558	NC	-17
SARL PROPERP	6 349	-2 519	100,00%	6 349	3 735	95	95	NC	-3
SARL PROVEND	1	-252	100,00%	1	1	2 658	2 658	NC	-10
SAS CORDIER	170	102	5,88%	10	10	130	130	NC	-3
SAS FLAU	59	-19	5,08%	3	3	0	0	NC	-18
SAS GLSC2	370	-79	41,89%	155	155	0	0	NC	-8
SAS HOLDING MENASSI ALS	146	-25	21,92%	32	32	0	0	NC	31
SAS LACHAUD DISTRIBUTION	248	-1 174	36,35%	600	0	800	0	NC	-47
SAS LES 4 RIVIERES	650	-42	20,00%	130	0	320	320	NC	-12
SAS MAYA DISTRI	10	9	16,67%	1	1	0	0	NC	147
SAS MUSSIDOR	250	0	0,00%	0	0	0	0	NC	-24
SAS PUJOLSDIS	100	-360	24,00%	24	0	176	176	NC	202
SAS RAPHROMA	450	-31	4,44%	20	20	0	0	NC	0
SAS SOPHALDIS	146	193	24,66%	36	0	786	0	NC	23
SAS SPIRIDIS	600	286	8,33%	50	50	0	0	NC	-52
SASU UECOPARC	1	0	20,00%	0	0	0	0	NC	19
SCI BISCARIMMO	1	467	100,00%	1	1	0	0	NC	-5
SCI EGAT FONCIERE	1	82	100,00%	1	1	508	508	NC	-6
SCI IMMOCALM	0	0	0,10%	0	0	0	0	NC	-17
SCI IMMODRON	1	-178	100,00%	1	1	392	392	NC	-3
SCI MARCIACIMMO	1	147	1,00%	0	0	0	0	NC	-10
SCI PROBAZ	0	1 346	90,00%	1 328	1 328	0	0	NC	-3
SCI ROSI	10	-1 055	100,00%	10	0	1 071	1 070	NC	-18
TOTAL GÉNÉRAL				87 060	47 174	99 724	63 829		

NOTE 13
Résultat financier (en K€)

	2024	2023
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	15	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 359	1 352
Autres intérêts et produits assimilés	22 075	18 932
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 490	1 600
Différences positives de change	0	212
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	25 938	22 096
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	5 031	6 212
Intérêts et charges assimilées	22 907	28 193
Frais financiers sur crédit-bail	761	1 008
Différences négatives de change	160	61
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
CHARGES FINANCIÈRES	28 859	35 475
RÉSULTAT FINANCIER	-2 921	-13 379

NOTE 14
Détail du résultat exceptionnel (en K€)

Le résultat exceptionnel de l'exercice se décompose comme suit :	
Résultat net sur cession d'immobilisations financières	-851
Résultat net sur cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	-2 077
Provisions pour risques exceptionnelles (variation)	-16
Autres	-1 554
TOTAL	-4 498

NOTE 15

Engagements donnés et reçus (en K€)

	Engagements Donnés	Engagements Reçus
Cautions délivrées à des tiers	136 731	
Cautions reçues		14 537
TOTAL	136 731	14 537

Par ailleurs Coopérative U, U-Log et INFO-U en qualité de membres de U GIE U TECH sont solidairement responsables du passif de celui-ci.

Le passif de U GIE U TECH se décompose comme suit au :	31/12/2024
Emprunts bancaires	87 345
Dettes envers les membres du GIE	43 422
Dettes envers les tiers	10 972
TOTAL	141 739

NOTE 16

Dettes garanties par des sûretés réelles (en K€)

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit : 0

Les dettes garanties par des sûretés réelles sont déjà incluses dans le passif du bilan, en conséquence ce ne sont pas des engagements hors bilan.

NOTE 17

Instruments de gestion du risque de taux (en K€)

Néant

NOTE 18

Emprunts et dettes financières (en K€)

Analyse de la dette par nature	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts bancaires	379 481	356 977
Emprunts crédit bail	40 812	54 463
Emprunts obligataires		
Concours bancaires	155 875	32 051
Fonds de garantie Associés	228 850	224 949
Autres	245	45
TOTAL	805 262	668 485

Analyse de la dette par maturité	31/12/2024	31/12/2023
Inférieure à 1 an	717 848	420 180
De 1 à 5 ans	47 558	149 060
Supérieure à 5 ans	39 856	99 245
TOTAL	805 262	668 485

Répartition de la dette taux fixe / taux variable	31/12/2024	31/12/2023
Taux fixe	641 605	562 386
Taux variable	156 882	106 099
TOTAL	798 488	668 485

NOTE 19

Eléments concernant les parties liées

Hors conventions réglementées, il n'existe pas d'opération significative avec les parties liées non conclue à des conditions normales de marché.

NOTE 20

Montant des opérations effectuées pour ordre et pour compte des Associés incluses dans les postes de bilan (en K€)

	2024
Créances clients	82 934
Autres créances	119 937
TOTAL ACTIF	202 871
Dettes fournisseurs	0
Autres dettes	5 631
TOTAL PASSIF	5 631

NOTE 21
Informations diverses

	2024	2023
Surface des entrepôts (en m²)	1 099 467	1 127 223
Effectif moyen		
Cadres	1 620	1550
Agents de maîtrise	1 491	1506
Employés	5 443	5285
TOTAL	8 554	8 342
Nombre de magasins		
Hyper U	70	66
Super U	779	764
Marché U	3	3
U Express	462	427
Utile	479	466
TOTAL	1 793	1 726
Surface de vente (en m²)		
Hyper U	414 147	393 475
Super U	2 101 489	2 066 671
Marché U	1 763	1 763
U Express	415 027	383 731
Utile	156 339	151 054
TOTAL	3 088 765	2 996 694

NOTE 22
Honoraires des Commissaires aux Comptes (en K€)

	PWC	DELOITTE	EY	TSA AUDIT	PTBG	TOTAL
Audit légal	482	225		10		717
Autres	29					29
TOTAL	511	225		10		746

NOTE 23
Rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas communiquée car sa publication conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.